



Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Convention de partenariat entre l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM) et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

L'ENSAM est l'une des vingt écoles nationales supérieures d'architecture habilitées à délivrer le Diplôme Propre aux Ecoles d'Architecture (DPEA). Elle propose différents programmes de formation mais sa mission initiale est celle de la formation d'architecte, complétée par une formation d'Habilitation à la Maîtrise d'Œuvre en son Nom Propre (HMNOP) permettant en outre l'accès à l'exercice libéral de la profession. Une autre de ses missions est de valoriser la culture architecturale et urbaine. Par ailleurs, au sein de son DPEA Architecture et scénographie, l'ENSAM peut proposer à ses partenaires l'expertise d'un architecte qui étudie cette spécialisation et organise pour ses élèves des visites de lieux culturels.

Dans le cadre de leurs programmations et des nombreux projets de partenariats, Montpellier Méditerranée Métropole et l'ENSAM ont déjà travaillé ensemble et souhaitent établir un partenariat structuré, dans la mesure où d'autres projets émergent, notamment avec le musée Fabre.

Ces partenariats et relations d'échange pourront revêtir différents aspects :

- Montpellier Méditerranée Métropole peut confier à l'ENSAM des projets de réflexion sur la ville et sur l'agglomération ;
- l'organisation de visites guidées avec le musée Fabre pour les étudiants des expositions temporaires et des collections permanentes ;
- la possibilité de créer de nouvelles visites thématiques ;
- l'accès aux espaces du musée Fabre aux enseignants dans le cadre de cours hors les murs de l'ENSAM ;
- l'ouverture du fonds du musée Fabre pour des travaux de recherche ;
- l'organisation d'expositions hors les murs du musée Fabre à l'ENSAM ;
- le prêt de la salle de l'auditorium pour des conférences et événements de l'ENSAM dans la limite de deux par an ;
- des réflexions proposées aux étudiants de l'ENSAM sur les nouveaux ateliers pédagogiques ;
- la scénographie de certaines expositions et d'autres propositions scénographiques, soit dans le cadre de convention de stages soit dans le cadre de concours ou de workshops ;
- la mise en place d'une collaboration avec le laboratoire de fabrication numérique de l'ENSAM, La Fabrique ;
- la valorisation de la programmation du musée Fabre dans la communication de l'ENSAM ;
- la participation à la Nuit étudiante au musée Fabre ;
- la possibilité pour les étudiants de faire des propositions dans le cadre de manifestations locales en lien avec l'architecture.

Cette convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable tacitement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la conclusion de la convention de partenariat avec l'ENSAM ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, Mme Véronique NEGRET.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156510-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention ENSAM

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.